

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fahamarinana

ASSEMBLEE NATIONALE

Antenimieram-pirenena

LOI n° 95-005
relative aux Budgets des Collectivités
Décentralisées

EXPOSE DES MOTIFS

En tant que personnes morales de droit public dotées de l'autonomie financière, les Collectivités Territoriales Décentralisées doivent disposer d'un budget.

La présente Loi tend :

- 1° - à confirmer la nomination des Maires, et des Présidents du bureau exécutif du département et de la région comme ordonnateurs du budget de leurs collectivités respectives et à prévoir la délégation de ce pouvoir à une tierce personne ;
- 2° - à fixer les règles de procédure de préparation, de vote et d'exécution de ce budget afin d'éviter des abus, et de la part de l'ordonnateur et de celle des membres du Conseil.
Ces règles ne sont que la confirmation de celles édictées par la législation et la réglementation en vigueur.
- 3° - à supprimer toute forme de tutelle financière, pour permettre de répondre aux soucis de célérité et d'efficacité des actions de ces collectivités Territoriales Décentralisées.

Néanmoins, la Cour des comptes continue à exercer son pouvoir de contrôle a posteriori sur les comptes de l'ordonnateur conformément aux dispositions du Titre II de l'Ordonnance n° 62-074 du 29 septembre 1962 relative au jugement des comptes et au contrôle des Collectivités publiques, indépendamment du contrôle de l'Inspection Générale d'Etat et des autres organes de contrôle des services publics sur les détournements et malversations qui pourraient être commis ;

- 4° - à prévoir le rapport entre l'ordonnateur et le Conseil dans l'examen et le vote du budget ;

5° - à fixer le calendrier de session budgétaire :

- la première session, pour l'examen et vote du budget additionnel et compte administratif, vers le mois de mars,
- la seconde session au mois de novembre, pour l'examen et vote du budget primitif ;

6° - enfin, à prévoir l'élaboration d'un programme d'Investissements Publics triennal ou quinquennal au niveau de chaque collectivité, révisable annuellement, afin d'assurer une cohérence des actions de développement économique de chacune d'elle avec celles de l'Etat.

Tel est l'objet de la présente Loi.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fahamarinana

ASSEMBLEE NATIONALE

Antenimieram-pirenena

LOI n° 95-005
relative aux budgets des Collectivités Territoriales Décentralisées

L'Assemblée Nationale a adopté en sa séance du 16 mai 1995 la Loi dont la teneur suit :

TITRE I
DISPOSITIONS GENERALES

Article premier.-Les Collectivités Territoriales Décentralisées sont des personnes morales de droit public dotées de l'autonomie financière et administrative.

Article 2.- Les Présidents du Bureau Exécutif sont ordonnateurs des budgets de leurs collectivités respectives.

Ils peuvent déléguer par voie de décision, leurs pouvoirs en la matière à un agent de leur choix parmi les responsables des services placés sous leur autorité et qui porte le titre d'ordonnateur délégué.

Article 3.- Les régions, les Départements et les Communes urbaines suivent le régime de la comptabilité publique, sur la gestion financière et sur celle des matières conformément aux lois et règlements en vigueur.

Leur budget ne doit en aucun moment être déficitaire en trésorerie comme en engagement.

Article 4.- Le régime de la comptabilité des Communes rurales est fixé par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Article 5.- Le mode de présentation et la nomenclature des budgets des Collectivités Territoriales Décentralisées font également l'objet d'un arrêté du Ministre chargé des Finances.

Article 6 .- Chaque Collectivité doit disposer d'un programme d'Investissements Publics triennal ou quinquennal adopté par leurs Conseils

respectifs et révisable annuellement lors de la première session.

Le programme doit appliquer les procédures définies par l'Assemblée Nationale et le Ministère chargé du plan.

TITRE II PREPARATION ET VOTE DES BUDGETS

Article 7 .- Les Présidents du Bureau Exécutif des Collectivités Territoriales Décentralisées préparent les budgets de leur collectivité respective et les présentent à leur Conseil respectif.

Un tableau des effectifs par catégories d'emplois y est obligatoirement annexé.

Article 8.- Le vote du budget Primitif et Additionnel est effectué par délibération de chaque Conseil au cours, respectivement, de la 2^e session de l'année en cours et de la 1^{ère} session de l'année suivante dans les conditions ci-après :

- les évaluations des recettes font l'objet d'un vote d'ensemble ;
- les dépenses font l'objet d'un vote unique en ce qui concerne les services votés et d'un vote par article en ce qui concerne les autorisations nouvelles ;
- les autorisations de programme sont votées par opération.

Article 9.- Le conseil ne peut modifier les évaluations des rendements de recettes établies par l'ordonnateur.

Les propositions et amendements formulés par les Conseillers ne sont recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence, soit une diminution des ressources soit la création ou l'aggravation d'une dépense, tant qu'ils ne sont pas accompagnés d'une proposition d'augmentation de recettes ou d'économie équivalente.

Article 10.- Si à la fin de la session, le budget n'a pas été voté par le Conseil ou n'est pas en équilibre réel, le Représentant de l'Etat l'établit provisoirement par arrêté sur la base du projet soumis au Conseil éventuellement modifié par les décisions prises par ce Conseil et par les réductions de dépenses et/ou les augmentations de recettes nécessaires au rétablissement de l'équilibre.

Le Conseil est ensuite convoqué avant le quinze du mois de janvier en session extraordinaire de cinq jours. S'il n'a pas voté le budget à la fin de cette session, ce budget est définitivement établi par l'ordonnateur.

Article 11.- En cours d'année, des crédits supplémentaires peuvent être ouverts au budget dans la limite des plus-values réelles des recettes de l'exercice.

Article 12 .- Les Présidents de bureau exécutif préparent les projets de délibérations relatives à ces crédits supplémentaires à soumettre au Conseil, accompagnés des tableaux faisant ressortir :

- les prévisions de recettes par chapitre ;
- les droits constatés à chacun de ces chapitres ;
- la situation de la trésorerie.

Article 13.- Les crédits supplémentaires et les autorisations de recettes équivalentes sont votés dans les conditions prévues à l'article 8 ci-dessus.

Sont opposables aux propositions et amendements du Conseil en la matière, les dispositions des articles 9 et 17 de la présente loi.

Article 14 .- En cours d'année, des créations et transformations d'emplois ne peuvent être effectuées que si les crédits correspondants ont été prévus au budget.

Elles ne peuvent avoir lieu, de même que les recrutements, si elles risquent de provoquer un dépassement de crédits préalablement ouverts.

Article 15.- Le Président du Bureau Exécutif, en conseil, par arrêté, peut :

- accepter des fonds de concours de l'intérieur ou de l'extérieur du Pays et ouvrir les crédits correspondants au budget en cours d'exécution ;
- procéder à des virements de crédit de fonctionnement entre chapitres dans la limite du vingtième des inscriptions budgétaires des chapitres bénéficiaires ;
- répartir les crédits inscrits sur les rubriques de dépenses éventuelles ou accidentelles ;
- procéder au report des crédits de paiement déjà ouvert au titre des opérations en capital.

Le Président du Bureau Exécutif, en conseil, par arrêté, doit :

- aménager les autorisations de programme lorsque les dépassements de crédits résultent des modifications techniques ou de l'application de formules de révision de prix ;
- modifier, dans le cadre des autorisations de programme la répartition de crédits de paiement ouverts pour les opérations d'investissement ;
- annuler les crédits qui deviennent sans objet ;
- rétablir aux chapitres de solde, les crédits correspondants aux sommes mandatées à tort aux fonctionnaires et agents de l'administration.

TITRE III DISPOSITIONS DIVERSES

Article 16.- Les recettes sont prises en compte au titre du budget de l'année au cours de laquelle elles ont été encaissées par un comptable public.

Les dépenses sont prises en compte au titre du budget de l'année pendant laquelle elles ont été payées quelle que soit la date de la créance.

Article 17.- Les dépenses obligatoires doivent faire l'objet d'inscriptions des crédits suffisants pour assurer, soit le fonctionnement normal des services, soit l'accomplissement des obligations auxquelles elles s'appliquent.

Sont obligatoires, dans les conditions ci-dessus définies les dépenses suivantes :

- 1°- les dettes exigibles et la couverture des déficits antérieurs ;
- 2°- les salaires du personnel ;
- 3°-les contributions aux dépenses des caisses et régimes de retraites auxquels le personnel rémunéré sur les budgets de la collectivité se trouve affilié ;
- 4°- les dépenses d'eau et électricité et des postes et télécommunications ;
- 5°-les contributions et participations imposées par la loi ou des engagements contractuels, notamment par des conventions relatives à l'assistance technique, administrative ou financière ;
- 6°-toutes autres dépenses dont le caractère obligatoire aura été expressément prévu par des dispositions législatives ou réglementaires intervenues en application de ces dispositions de loi.

Article 18.- Les emprunts ou avances sont délibérés par le Conseil dans la limite maximum des engagements financiers figurant aux projets.

Après la délibération du Conseil l'emprunt doit être visé par le Représentant de l'Etat, qui aura préalablement requis l'avis du Ministre chargé des Finances ou son représentant. Cet avis doit être exprimé dans un délai de 20 jours après réception du dossier complet. Le Ministre chargé des Finances doit soumettre le dossier au Conseil du Gouvernement pour les emprunts non soumis à ratification.

Le tableau d'amortissement des emprunts et avances contractés est annexé aux projets de budget et de compte administratif.

Les emprunts et avances que les Collectivités Territoriales Décentralisées contractent ainsi que leurs modalités d'amortissement et de remboursement sont délibérés par le Conseil dans la limite des facultés de paiement des arrérages par le budget de la collectivité concernée.

Article 19. - Des prêts et avances ne peuvent être consentis à quelque titre que ce soit, qu'après l'inscription au budget des crédits correspondants à ces prêts ou avances.

Les modalités d'attribution et de remboursement des prêts et avances sont fixées par décision du Président du Bureau Exécutif après délibération du Conseil.

Article 20. - Des avals ne peuvent être accordés, à quelque titre que ce soit, qu'après l'inscription au budget, des crédits correspondants à la couverture des risques encourus.

Les modalités d'attribution des avals sont fixées par décision du Président du Bureau Exécutif, après délibération du Conseil.

Article 21. - Des comptes administratifs constatent les résultats du budget et des comptes de trésorerie de la Collectivité et approuvent les différences entre les recettes et les prévisions remaniées du budget de l'année.

Le projet de compte administratif est soumis au Conseil au début de la première session suivant l'année de l'exécution du budget.

Sont annexées à cette Loi :

- la déclaration générale de conformité entre les comptes individuels des comptables et la comptabilité de l'ordonnateur ;
- des annexes explicatives faisant connaître notamment l'origine des

- dépassements des crédits ;
- le compte administratif est approuvé par délibération du Conseil.

Après la délibération, une copie des comptes administratifs doit être communiquée au Ministre chargé des Finances dans un délai de 30 jours.

Article 22.- Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi.

Article 23.- La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République.

Elle sera exécutée comme loi de l'Etat.

Antananarivo, le 17 mai 1995.

Le PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,
Le SECRETAIRE,

ANDRIAMANJATO Richard Mahitsison

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fahamarinana

ANTENIMIERAM-PIRENENA

Assemblée Nationale

LALANA LAHARANA FAHA-95-005
mikasika ny tetibolan'ireo Vondrom-paritra
Anapariaham-pahefana

FAMELABELARANA NY ANTONANTONY

Satria ny vondrom-paritra anapariaham-pahefana dia fikambanana mizaka ny zo aman'andraikiny fehezin'ny lalàm-panjakana sady mahatapa-tena ara-bola, dia tsy maintsy manana ny tetibola ampiasainy izy.

Ity lalàna ity dia mikendry :

1- Ny fanamafisana ny fanendrena ny Ben'ny tanàna sy ireo Filohan'ny birao mpanatanteraka eo anivon'ny Departemanta sy ny Faritra ho mpanalàlana ny teti-bolan'ny vondrom-paritra isan-tokony samy iadidian'izy ireo avy, ary ny fiheverana sahady dien'izao ny famindrana io fahefana io amin'olon-kafa ;

2- Ny famerana ny fitsipika mifehy ny fomba voadidy arahina mikasika ny fanomanana sy ny fandaniana ary ny fanatanterahana io tetibola io mba hisorohana ny fanararaotana ataon'ny mpanalàlana sy ireo mambra ao amin'ny Filankevitra.

Izany fitsipika izany moa dia tsy inona fa fanamafisana rahateo ireo izay voalazan'ny didy aman-dalàna manan-kery.

3- Ny fanafoanana izay mety ho endrika fiahiana rehetra ara-pitantanam-bola, mba hahafahana mikatsaka ny fanafainganana sy ny fahombiazana eo amin'ny asa ataon'ireny Vondrom-paritra Anapariaham-pahefana ireny.

Na izany aza anefa, ny Fitsarana momba ny kaonty dia manohy hatrany misahana ny fahefany hanara-maso, aty aoriana, ny fitanana kaonty ataon'ny mpanalàlana ny tetibola araka ny fepetra voalazan'ny Fizarana II entin'ny hitsivolana laharana faha-62-074 tamin'ny 29 Septambra 1962 mikasika ny fitsarana ny kaonty sy ny fanaraha-maso atao amin'ireo Vondron'asampanjakana, ary amim-pahaleovan-tena tanteraka no anaovany izany,

ivelan'ny fanaraha-maso ataon'ny Fisafoan-draharaham-panjakana ankapobe ary ireo sampana hafa mpanara-maso ny raharaham-panjakana mikasika ny fanodikondinana sy familiviliam-bola izay mety hatao :

4 Ny fitsinjarana mialoha izay fifandraisana eo amin'ny mpanalàlana sy ny Filan-kevitra amin'ny fandinihana sy handaniana era ny tetibola ;

5 Ny famerana ny fanondroan'andro momba ny fotoam-pivoriana andinihana ny teti-bola :

- ny fotoam-pivoriana voalohany mba handinihana sy handaniana era ny teti-bola fanampiny sy kaontim-pitantanana, izay atao ny volana Marsa ;

- ny fotoam-pivoriana faharoa, atao ny volana Novambra mba handinihana sy handaniana era ny tetibola voalohany.

6- Ary farany, ny faminavinana sahady ny famolavolana ny fandaharan'asa momba ny fampiasam-bolam-panjakana hamokarana maharitra ao anatin'ny telo taona na dimy taona eo amin'ny ambaratongan'ny vondrom-paritra isanisany, izay azo havaozina isantaona, mba hampisy marina ny fifandrindrana eo amin'ny asa fampandrosoana ny toe-karenan'ny tsirairay aminy sy ny an'ny fanjakana.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fahamarinana

ANTENIMIERAM-PIRENENA

Assemblée Nationale

LALANA LAHARANA FAHA-95-005
mikasika ny tetibolan'ireo Vondrom-paritra
Anapariaham-pahefana

Nolanian'ny Antenimieram-pirenena tamin'ny fivoriana nataony ny 17 Mai
1995 izao lalàna manaraka izao :

FIZARANA I

FEPETRA ANKAPOBE

Andininy voalohany.- Ny Vondrom-paritra anapariaham-pahefana dia fikambanana mizaka ny zo aman'andraikiny fehezina lalàm-panjakana sady mahatapa-tena ara-bola sy ara-pitondran-draharaha.

Andininy 2.- Ny Filohan'ny Birao Mpanatanteraka no mpanalàlana ny tetibolan'ireo Vondrom-paritra iadidian'izy ireo tsirairay avy.

Azony atao amin'ny alalan'ny fanapahana ny mamindra ny fahefany momba io lafiny io amin'ny mpiasa iray izay tiany avy amin'ireo tompon'andraikitra miasa ao amin'ireo sampan-draharaha apetraka eo ambany fahefany izay mitondra ny anarana hoe mpanalàlana delege.

Andininy 3.- Faritra sy Departemanta ary Kaomonina ambonivohitra dia manaraka ny sata mifehy ny fitanana ny kaotim-panjakana mikasika ny fitantanana ny vola sy entana araka ny voalazan'ireo didy aman-dalàna manankery.

Na amin'ny fotoana inona na amin'ny fotoana inona, ny tetibolan'izy ireo dia tsy azo asiana fatiantoka eo amin'ny fitehirizam-bola toy ny fanekena hamoaka

vola.

Andininy 4.- Ny sata mifehy ny fitanana ny kaotin'ireo kaominina ambanivohitra dia ferana amin'ny alalan'ny didim-pitondran'ny Minisitry miandraikitra ny Fitantanam-bola.

Andininy 5.- Didim-pitondrana noraisin'ny Minisitry ny Fitantanam-bola ihany koa no hamerana ny fomba fanehoana sy ny fizaran-dohan-tenin'ny tetibolan'ireo Vondrom-paritra anapariaham-pahefana.

Andininy 6.- Ny Vondrom-paritra tsirairay dia tsy maintsy manana fandaharan'asa momba ny fampiasam-bolam-panjakana hamokarana maharitra ao anatin'ny telo na dimy taona izay ny Filankevitry'izy ireo avy no mandany azy ary azo havaozina isan-taona mandritra ny fotoam-pivoriana voalohany.

Ny soritr'asa dia tsy maintsy mampihatra ny fomba arahina voasoritry ny Antenimieram-pirenena sy ny Minisitry miandraikitra ny drafitr'asa.

FIZARANA II

FANOMANANA SY FANDANIANA NY TETIBOLA

Andininy 7.- Ny Filohan'ny Birao Mpanatanteraky ny Vondrom-paritra anapariaham-pahefana no manomana ny tetibolan'ireo Vondrom-paritra iadidian'izy ireo isan-tokony sy manolotra izany amin'ny lafin-kevitr'izy ireo tsirairay avy.

Misy tabilao ahitana ny tena isan'ireo mpiasa isaky ny sokajin'asa tsy maintsy atovana aminy.

Andininy 8.- Ny fandania ny tetibola voalohany sy fanampiny dia atao araka ny fifampidinihan'ny Filankevitry tsirairay ka izany dia samy mandritra ny fotoam-pivoriana faharoa amin'ny taona diavina sy mandritra ny fotoam-pivoriana voalohany amin'ny taona manaraka araka ireto fepetra lazaina eto ambany ireto :

- laniana mitambatra ny fanombatombanana ny vola miditra ;
- laniana amin'ny latsabato tokana ny mikasika ny raharaha laniera hatao, ary laniana isan'andininy ny mikasika ireo fanekena vaovao hamoaka vola ;

- laniana isaky ny lahasa atao ny soritr'asa nomen-dalana hotanterahina.

Andininy 9.- Tsy azon'ny Filankevitra ovana ny tombatombana mikasika ireo vokatry ny vola miditra nataon'ny mpanalàlana.

Ireo tolo-kevitra sy soso-kevitra ataon'ireo Filankevitra dia tsy azo raisiny raha tahiny ny fandania azy dia miteraka na fampihenana ireo loharanom-bola, na famoronana fandanium-bola na fanampiana trotraka ny fandanium-bola, raha tsy hoe misy tolo-kevitra ny amin'ny fampitomboana ny vola miditra na fitsitsiam-bola mitovy amin'izany miaraka amin'izy ireny

Andininy 10.- Raha toa amin'ny fiafaran'ny fotoam-pivoriana ka tsy mbola nolanian'ny Filankevitra ny tetibola na mbola tsy voalanjalanja araka ny tokony ho izy ny vola tena miditra sy mivoaka dia ny solontenam-panjakana no manao izany vonjimaika.

Araka ny didim-pitondrana raisiny, ka ny fototra iaingany amin'izany dia ny volavolan'ny tetibola naroso teo amin'ny Filankevitra izay mety ho misy fanovana

araka ny fanapahana nataon'io Filankevitra io sy mety ho niova noho ny fampihenana ny fandanium-bola sy/na ny fampitomboana ireo vola miditra ilaina amin'ny fanarenana ny fifandanjan'ny miditra sy mivoaka.

Manaraka izany, dia antsoina hivory tsy ara-potoana mandritra ny dimy andro ny Filankevitra alohan'ny faha-15-n'ny volana janoary. Raha tsy mandany ny tetibola amin'ny fiafaran'io fotoam-pivoriana io izy, dia ny mpanalàlana no miandraikitra tanteraka izany tetibola izany.

Andininy 11.- Mandritra ny taona diavina, dia misy sora-bola fanampiny azo sokafana ao amin'ny tetibola ka tsy tokony hihoatra amin'ny tena fitombon'ny vola miditra marina amin'ny taom-pitantanana izany.

Andininy 12.- Ireo Filohan'ny Birao Mpanatanteraka no manomana ireo volavolan'ny fanapahan-kevitra mikasika ireo sora-bola fanampiny izay haroso ho tapahin'ny Filankevitra, ka izany dia ampiarahina amin'ny tabilao izay ahitana misongadina :

- ny vinavinan'ny vola miditra isaky ny toko ;
- ny zo hita fototra avy amin'ny tsirairay avy amin'ireo toko ireo ;
- ny fipetraky ny toe-draharaha mikasika ny tahirim-bola.

Andininy 13.- Ireo sora-bola fanampiny sy ireo fanekena ny vola miditra mitovy amin'izany dia laniana araka ireo fepetra voalazan'ny andininy faha-9 sy faha-17 entin'izao lalàna izao.

Andininy 14.- Mandritra ny taona diavina dia tsy azo atao ny mamorona asa na manao fanovana momba izany raha tsy efa voatsinjo mialoha ao amin'ny tetibola ny sora-bola mifanandrify amin'izany.

Tsy azo atao ihany koa izany, toy izany koa ny fandraisana mpiasa vaovao, raha toa ka mety hitarika fandania mihoatra amin'ny sora-bola efa voasokatra mialoha.

Andininy 15 .- Amin'ny alalan'ny didim-pitondrana atao eo am-pivorian'ny Filankevitra, ny Filohan'ny Birao Mpanatanteraka dia afaka :

- manaiky ireo vola fanampiana avy eto an-toerana na ivelan'ny Firenena sy manokatra ny sora-bola mifanaraka amin'ny tetibola eo andalam-panatanterahana;
- manao famindrana ny sora-bola fampandehanan-draharaha amin'ny toko samy toko ka izany dia tsy mihoatra ny ampaharoapolon'ny fanoratana amin'ny teti-bola ireo toko mahazo tombontsoa amin'izany ;
- mitsinjara ireo sora-bola voasoratra ao amin'ny fandaharana ny fandanium-bola mety hisy na kisendrasendra ;
- manao ny totalin'ny famindrana ireo sora-bolam-panefana efa nosokafana ho amin'ny asa famokarana ho fampiasana ho zary renivola an'izany.

Ny Filohan'ny Birao Mpanatanteraka, eo am-pivorian'ny Filankevitra sy amin'ny alalan'ny didim-pitondrana ataony, dia tsy maintsy :

- mandahatra ireo soritr'asa nomen-dalana hotanterahina raha tahiny misy fandania mihoatra ny sora-bola vokatry ny fanovana ara-teknika na ny fampiharana ny lasitra fanao amin'ny fandinihana vaovao momba ny vidin-javatra;
- manova ao anatin'ny faritry ny soritr'asa nomen-dalana hotanterahina, ny fitsinjarana ny sora-bolam-panefana nosokafana momba ny lahasa enti-mamokatra ;
- manafonana ireo sora-bola tsy misy zava-kendrena aminy ;

- manarina ao amin'ireo toko momba ny karama, ny sora-bola mifandraika amin'ny vola nomena horaisin'ireo mpiasam-panjakana sy ireo mpiasan'ny fitondran-draharaha tsy an-drariny.

FIZARANA III

FEPETRA SAMIHAFANA

Andininy 16.- Ny vola miditra dia raisina ho anisan'ny kaonty ho an'ny tetibola amin'ny taona izay nandritra izany no nampidiran'ny mpitana kaontim-panjakana azy.

Ny vola mivoaka dia raisina ho anisan'ny kaonty ho an'ny tetibola amin'ny taona izay nandritra izany no nandoavana azy na tamin'ny fotoana inona na tamin'ny fotoana inona ny vaninandro nampisy ny trosa.

Andininy 17.- Ireo fandanium-bola voatery atao dia tsy maintsy soratana ho anisan'ny sora-bola ampy tsara mba hoenti-miatrika, na ny fampandehanan-draharaha araka ny tokony ho izy ireo sampan-draharaha izany, na ny fanatontosana ireo adidy amam-bola izay ampiharana azy.

Araka ny fepetra voasoritra etsy ambany, dia fandanium-bola tsy maintsy hatao ireto manaraka ireto :

- 1 - Ireo trosa azo takiana sy ny fanentsenana ny fatiantoka teo aloha ;
- 2 - Ny karaman'ny mpiasa ;
- 3 - Ny fandraisana anjara amin'ireo vola mivoaka amin'ny kitapom-bola sy amin'ny sata mifehy ny fisotroan-dronono ka amin'izany no iankinan'ny mpiasa mandray karama avy amin'ireo tetibolan'ireo vondrom-paritra ;
- 4 - Ny fandanium mikasika ny fampiasana rano sy jiro ary ny paositra sy ny fifandraisana ;
- 5 - Ny latsakemboka sy ny fandraisana anjara ara-bola voadidin'ny lalàna hoefaina na ny fandraiketana fandanium momba ny fifanekena atao, indrindra indrindra avy amin'ny fifanarahana mikasika ny fanampiana ara-teknika sy ara-pitondrana na ara-pitantanam-bola ;
- 6 - Izay rehetra fandanium-bola voalaza mazava tsara araka ny fepetra voalazan'ny lalàna na ny fitsipika natao ho fampiharana ireo fepetran-

dalàna ireo ny maha fandaniana tsy maintsy atao azy.

Andininy 18.- Ny fisamboram-bola na vatsim-bola dia anaovan'ny Filankevitra fanapahana araka izay fetra farany ambony mikasika ny sora-panekena momba ny fitantanam-bola izay hita ao amin'ireo vinavina.

Aorian'ny fanapahan-kevitra ny Filankevitry ny fisamboram-bola dia tsy maintsy soniavin'ny solontenam-panjakana izay mangataka mialoha ny hevitra ny Minisitra miandraikitra ny fitantanam-bola na ny solontenany. Io hevitra io dia tsy maintsy haposaka ao anatin'ny fe-potoana roapolo andro aorian'ny fandraisana ny antontan-taratasy feno. Ny Minisitra miandraikitra ny fitantanam-bola dia tsy maintsy manolotra ny antontan-taratasy amin'ny Filankevitry ny Governemanta mba hodinihany ho an'ny fisamboram-bola tsy voafehin'ny fankatoavana.

Ny tabilao momba ny fanavotam-bidy mikasika ny fisamboram-bola sy ny vatsim-bola natao dia atovana ireo volavola momba ny tetibola sy ny kaotim-pitondrana.

Ireo fisamboram-bola sy vatsim-bola izay nataon'ny vondrom-paritra anapariaham-pahefana mbamin'ny fombafomba fanavotam-bidy sy fanonerana azy ireny dia anaovan'ny Filankevitra fanapahana arakaraka izay tratry ny fahazoany manefa ireo vola sisa tsy voalaza avy amin'ny tetibolan'ny vondrom-paritra voakasik'izany.

Andininy 19.- Ireo fampiasam-bola sy vatsim-bola dia tsy azo ekena na amin'ny fomba ahoana na amin'ny fomba ahoana, raha tsy efa nosoratana ao amin'ny tetibola ireo sora-bola mifandraika amin'ireo fisamboram-bola sy vatsim-bola ireo.

Ny fombafomba fanomezana sy fanonerana ireo fisamboram-bola sy vatsim-bola ireo dia ferana amin'ny alalan'ny fanapahana ataon'ny Filohan'ny Birao mpanatanteraka ary izany dia aorian'ny fanapahana ataon'ny Filankevitra.

Andininy 20.- Ny fisoloana vaika dia tsy azo ekena na amin'ny fomba ahoana na amin'ny fomba ahoana, raha tsy efa voasoratra ao amin'ny tetibola ireo sora-bola mifandraika amin'ny fandetsena ireo fahavoazana mety hanjo.

Ny fombafomba fanomezana ny vola fisoloana vaika dia ferana amin'ny alalan'ny fanapahana ataon'ny Filohan'ny Birao mpanatanteraka aorian'ny

fanapahan'ny Filankevitra.

Andininy 21.- Misy kaontin'ny Mpitantana izahana fototra ireo vokatra avy amin'ny teti-bola sy ny kaontin'ny fitehirizam-bolan'ny Vondrom-paritra ary anakatoavana ny elanelana eo amin'ny vola miditra sy ny vinavina namboarina amin'ny tetibola ampiasaina amin'ny taona.

Ny volavolan'ny kaontim-pitantanana dia atolotra hodinihan'ny Filankevitra eo am-piandohan'ny fotoam-pivoriana voalohany manaraka ny taona anatanterahana ny tetibola.

Atovana io volavola io :

- ny fanambarana ankapobe mikasika ny fifanarahan'ireo kaonty samirerin'ny mpitana kaonty sy fitanana kaontin'ny mpanalàlana ;
- ny tovana fanazavazavana mampahafantatra indrindra indrindra ny fototra niavian'ny fihoaran'ny sora-bola.

Fanapahana ataon'ny Filankevitra no ankatoavina ny kaontim-pitantanana.

Aorian'ny fanapahan-kevitra, dia kopia iray ny kaontim-pitantanana no tsy maintsy ampitaina any amin'ny Minisitry ny Fitantanam-bola ao anatin'ny fepotoana 30 andro.

Andininy 22.- Foanana ary dia foana izay rehetra fepetra mifanohitra amin'izao Lalàna izao.

Andininy 23.- Havoaka amin'ny Gazetim-panjakan'ny Repoblika irao lalàna izao.

Hotanterahina izany fa Lalàm-panjakana.

Antananarivo, ny 17 Mey 1995.

NY FILOHAN'NY ANTENIMIERAM-PIRENENA,

NY SEKRETERA,

ANDRIAMANJATO Richard Mahitsison